

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Nationalisation-des-hydrocarbures-de-Bolivia>

Nationalisation des hydrocarbures de Bolivia

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : jeudi 10 juin 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 3 juin, un pacte intersyndical a été conclu à La Paz. Pour unifier la mobilisation sur le thème de la nationalisation des ressources naturelles, en particulier du gaz et du pétrole.

[A l'Encontre](#), 7 juin 2044

Unité pour la nationalisation des hydrocarbures

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-192.jpg>] A la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) se sont joints la Confédération Syndicale des Travailleurs Paysans de Bolivie (CSUTCD), la Confédération Syndicale des Travailleurs des Fabriques de Bolivie (CSTFB), la Fédération Syndicale des Travailleurs Mineurs de Bolivie (FSTMB), la Fédération des Instituteurs Ruraux de La Paz, la Centrale Ouvrière de La Paz et le Syndicat des Travailleurs Mineurs de Caracoles. Cet accord intersyndical a facilité la mobilisation dans le secteur de tous les travailleurs. Il a aussi permis une jonction avec les communautés paysannes. C'est ainsi que le Comité de grève des instituteurs ruraux de La Paz a pris comme décision d'organiser des réunions avec les communautés paysannes.

Le samedi 5 juin s'est tenue près de Achacachi (capitale de la province du même nom, qui se trouve sur l'Altiplano et borde le lac Titicaca) une réunion entre les instituteurs ruraux et des délégations de paysans. Une partie du débat portait sur la validité ou non de rejeter le référendum (voir plus bas et sur ce site les articles précédents sur la Bolivie). Quelques dirigeants du mouvement paysan lié au Mouvement vers le socialisme (MAS, d'Evo Morales) critiquaient l'orientation de la COB et des organisations y adhérant de rejeter le référendum comme « un piège ». Le débat a indiqué la forte adhésion des milieux paysans au boycott du référendum. Toutefois, la tension reste grande et des affrontements ont eu lieu entre quelques partisans de l'orientation du MAS et des délégués paysans.

A une très large majorité la réunion entre les instituteurs et les délégués des communautés paysannes a décidé de commencer dès le lundi 7 juin le blocage de routes.

Le gouvernement mobilise les forces policières et militaires. Elles étaient fortement présentes lors de cette réunion qui se tenait à l'entrée d'Achacachi.

Le texte du pacte intersyndical entre travailleurs ruraux et de la ville, tel qu'adopté le 3 juin, est le suivant :

« Toutes les mobilisations seront coordonnées par le pacte intersyndical et la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB).

Carlos Mesa, hier [2 juin], a fait tuer trois frères boliviens de la même façon que nos camarades à la retraite qui avaient organisé la marche depuis Patacamaya l'ont été en janvier 2003.

De même, nous dénonçons son référendum trompeur qui vise à consolider les 78 contrats signés avec les entreprises pétrolières transnationales qui détiennent quelque 90% de notre pétrole et de notre gaz.

Le gouvernement de Carlos Mesa, avec la complicité des parlementaires du MAS, a négocié avec le Sénat un statut d'immunité qu'auraient les soldats américains [des spécialistes militaires américains sont depuis longtemps engagés en Bolivie sous prétexte de la lutte pour l'éradication des plantations de coca - il a été publiquement reproché au MAS d'avoir été absent lorsque le Sénat a voté cette loi impliquant l'immunité ; Evo Morales, dans un entretien avec El Nuevo Herald du 7 juin 2004, semble prendre ses distances avec la prise de position de sénateurs du MAS].

Tout cela nous montre que le régime de Carlos Mesa est pire que celui de Gonzalo Sanchez de Losada, aujourd'hui pourchassé par la justice bolivienne.

Dans ce cadre, les organisations rurales et urbaines qui signent ce pacte intersyndical présentent les revendications suivantes que nous défendrons et négocierons de façon collective sous la direction de notre Centrale Ouvrière Bolivienne :

- ▶ 1. Nous exigeons l'immédiate nationalisation de toutes nos ressources en hydrocarbures et minières, sous contrôle des travailleurs. Nous demandons à toutes les organisations du pays de réaliser une réunion où nous prendrons une position conjointe contre le référendum fait en faveur des transnationales pétrolières et de l'impérialisme ;
- ▶ 2. Nous demandons l'annulation définitive de la loi sur les retraites ;
- ▶ 3. Nous revendiquons une augmentation salariale qui soit en relation avec l'actuelle augmentation du coût de la vie, comme le réclame la COB ;
- ▶ 4. Nous demandons le paiement immédiat aux instituteurs des zones rurales de leurs primes, et ceci depuis le début de l'année passée. L'augmentation de leurs salaires doit être supérieure à 3% ;
- ▶ 5. Nous demandons que les 72 revendications de la CSUTCB soient appliquées ;
- ▶ 6. Nous exigeons le respect de l'accord entre la COB, la FSTMB et le gouvernement, accord daté du 19 mai 2004 et qui implique le passage à la propriété étatique de la mine de Caracoles."

D'autres revendications concernant le droit sur le travail, le maintien du système d'entretien des routes complètent ce plan revendicatif.

L'épreuve de force engagée depuis des mois, en Bolivie, entre dans une nouvelle étape. - Réd.